



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Convention citoyenne sur le climat : et maintenant ?

Cette semaine, les membres de la « Convention Citoyenne pour le Climat » ont conclu leurs travaux en présentant 149 propositions. Mise en place par le gouvernement, suite au mouvement des gilets jaunes, cette convention était composée de citoyens et citoyennes tirés au sort. Elle avait pour mission de proposer des mesures précises, sur la diminution des gaz à effet de serre. C'était une première en France.

La CGT avait exprimé ses doutes sur la mise en place d'un dispositif verrouillé dès le départ dans son cadre, sa gouvernance, le choix des documents mis à disposition et les possibilités d'audition, l'absence de débats contradictoires. Toutefois, elle a pu être auditionnée deux fois et a transmis un document de propositions détaillées.

Malgré les limites posées d'emblée par le cadre mis en place, les membres de la Convention ont mené les débats en ayant à cœur de prendre leur autonomie et de ne pas censurer leur expression. Un certain nombre de propositions sont assez proches des revendications CGT en la matière et marquent une volonté de remise en cause d'un système économique centré sur le profit immédiat, la rentabilité et donc incompatible avec les enjeux de préservation de l'environnement. C'est le cas, par exemple, des propositions de hausse de l'ISF, de taxation des Gafa ou de nationalisation des grands groupes de secteurs essentiels.

Mais quels que soient les bonnes volontés et l'engagement citoyen, c'est la manière dont le gouvernement va maintenant trier et modifier les mesures qui sera déterminante... et c'est là que ça se complique forcément. Les annonces se feront le lendemain des élections municipales mais le risque est grand de voir retenu quelques mesures symboliques, sans engagements financiers et sans planification.

Pour la CGT, l'urgence environnementale ne peut se réfléchir qu'en lien avec l'urgence sociale. Les questions d'emploi et de travail, comme les questions environnementales, sont au cœur des crises sanitaires et économiques. Nous avons besoin d'une économie qui n'a pas pour objectif premier la rémunération des actionnaires mais l'investissement dans nos outils industriels, nos transports, nos services publics pour les moderniser, les développer pour répondre aux besoins de la population, créer des emplois et améliorer les conditions de travail.

Montreuil, le 26 juin 2020